CHRISTOPHE

GUILLUY

Fractures françaises

Champs essais

Extrait de la publication

CHRISTOPHE GUILLUY
Fractures françaises

Des banlieues aux zones rurales, des métropoles aux petites villes, dans quel état se trouvent les couches populaires, après vingt ans de mondialisation ? Dans *Fractures françaises*, Christophe Guilluy nous propose une leçon inédite de géographie sociale. S'appuyant sur sa discipline, il révèle une situation des couches populaires très différente des représentations caricaturales habituelles. Leur évolution dessine une France minée par un séparatisme social et culturel. Derrière le trompe-l'œil d'une société apaisée, s'affirme en fait une crise profonde du « vivre ensemble ». Les solutions politiques et une nouvelle attitude sont possibles, pour peu que les nouveaux antagonismes qui travaillent la société soient reconnus et discutés publiquement. Il y a urgence : si la raison ne l'emporte pas, les pressions de la mondialisation qui élargissent les fractures sociales et culturelles risquent de faire exploser le modèle républicain.

Christophe Guilluy est géographe. Chercheur auprès de collectivités locales et d'organismes publics, il est notamment l'auteur, avec Christophe Noyé, de l'*Atlas des nouvelles fractures sociales en France* (Autrement, 2004).

En couverture : © Duvard/Andia.

Flammarion

13-X Création Studio Flammarion

Extrait de la publication

FRACTURES FRANÇAISES

Christophe Guilluy

FRACTURES FRANÇAISES

Champs essais

Extrait de la publication

© François Bourin Éditeur 2010
© Flammarion, 2013, pour cette édition
ISBN : 978-2-0812-8961-1

Extrait de la publication

Introduction

Les nouveaux conflits français

Un millier de Chinois manifestent ce dimanche pour dénoncer l'insécurité. Les jeunes maghrébins et africains des cités environnantes sont accusés d'être responsables de nombreux vols et agressions dont sont victimes les ressortissants de la diaspora chinoise. La tension est palpable et la manifestation dégénère. Plusieurs jeunes sont frappés. Seul un important déploiement policier empêchera un véritable affrontement ethnique. Sommes-nous à Los Angeles, à Chicago ou à Londres ? Dans une ville anglo-saxonne ? Dans un pays où le communautarisme serait la norme, où les individus seraient définis par leur appartenance ethnique et culturelle ? Non, nous sommes à Belleville, à Paris, en France, en 2010. Si la presse a plus ou moins couvert l'événement [1], force est de constater que la classe politique dans son ensemble est restée muette. Toujours prêts à nous servir des disputes sur des sujets où les contradicteurs sont d'accord sur à peu près tout, les partis politiques n'ont pas souhaité commenter ce qui, *a minima*, révèle une crise du « vivre ensemble » et, par contrecoup, provoque une remise en cause de l'idéal républicain. Il faut dire qu'en France, le multiculturalisme et ses effets ne sont pas débattus.

1. Émilie Brouze, « Manif de Belleville : cinq personnes toujours en garde à vue », *Libération*, 22 juin 2010.

Extrait de la publication

Mais il est un autre sujet dont on ne veut pas parler. Le même silence gêné a accompagné la parution en février 2010 d'un rapport de la Direction générale du Trésor et de la politique économique [1]. Les conclusions méritaient pourtant de faire débat puisque les experts estimaient qu'entre 2000 et 2007, 63 % des destructions d'emplois industriels en France avait été le fait de la concurrence internationale. De quoi alimenter le débat public sur les bienfaits de la mondialisation libérale ? Non, en France, la mondialisation et ses effets ne se discutent pas. Non plus.

Mondialisation libérale et multiculturalisme, ces thématiques majeures font l'objet d'un consensus politique et ne sont donc pas ou peu interrogées. Il faut dire que les principales victimes de la mondialisation et les pratiquants (contrairement aux croyants) de la société multiculturelle ont disparu depuis au moins trois décennies des écrans radars des politiques et des médias. Cette invisibilité des couches populaires permet ainsi de promouvoir une société apaisée où le conflit n'a plus sa place. En 2010, les fins de mois de 15 millions de personnes se jouent à 50 ou 150 euros près et 8 millions de Français sont considérés comme pauvres [2]. Cette insécurité sociale n'a pourtant débouché sur aucun conflit majeur. Tout se passe comme si le retrait de la sphère médiatique, culturelle et politique des premières victimes de la mondialisation assurait la pérennité du système.

On le voit, si la disparition culturelle et politique des catégories populaires souligne la crise démocratique, elle

1. « La désindustrialisation en France », *Cahiers de la DGTPE*, n° 2010-01, février 2010.

2. Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES), 6e rapport, février 2010.

Extrait de la publication

permet surtout d'installer durablement l'image en trompe l'œil d'une société apaisée, moyennisée et consensuelle. L'invisibilité des couches populaires évacue l'idée même de conflit. La conflictualité sociale et culturelle ne fait plus partie du champ politique ; c'est d'ailleurs une des principales causes de la désaffection d'une grande partie des électeurs pour les partis politiques. Cette société sans conflit permet d'entretenir efficacement le mythe d'une classe moyenne majoritaire et bénéficiaire de la mondialisation. Ce déni de tout antagonisme social fait écho à l'absence de débat sur les effets de l'émergence d'une société dite multiculturelle. La conflictualité culturelle est elle aussi occultée par une représentation idéalisée du multiculturalisme, celle d'une société métissée. Dans ce contexte, le débat politique n'est plus le lieu de l'antagonisme ou du débat, mais un espace où les acteurs entretiennent des disputes dérisoires tout en s'accordant sur « l'essentiel ». Le paradoxe est que plus les inégalités et la conflictualité augmentent, plus on nous renvoie l'image d'une société consensuelle et apaisée. L'invisibilité culturelle des catégories populaires met ainsi à l'abri le politique de la violence sociale et culturelle qu'elles subissent de plus en plus dans la réalité. Mais ce consensus apparent n'est pas « la fin de l'Histoire ». La situation réelle montre au contraire la montée de nouvelles dissensions. Les catégories populaires, même privées de débouché politique, manifestent une hostilité croissante au processus de mondialisation. À l'opposé des élites, la majorité des habitants des pays développés ne se réjouit que modérément de l'émergence d'une classe moyenne indienne ou chinoise. Elle constate au contraire que si les classes supérieures des pays développés et la classe moyenne chinoise ou indienne bénéficient de la mondialisation, leurs propres conditions de

Extrait de la publication

vie et de travail subissent une dégradation progressive. Pour l'heure, si la contestation de la mondialisation libérale et la perplexité des couches populaires face aux effets du multiculturalisme ne s'expriment pas encore dans le débat politique, elle n'influence pas moins l'organisation des territoires.

L'un des enjeux de ce livre est de révéler les véritables ressorts de la recomposition sociale et démographique des territoires. Ce diagnostic permet de comprendre comment les couches populaires vivent et réagissent aux effets de la mondialisation et du multiculturalisme. À une époque où les débats ont disparu, la géographie sert de révélateur aux conflictualités [1] qu'une doxa dominante refuse de prendre en compte.

Le choix d'analyser les nouvelles dynamiques sociales et territoriales à partir de la question des classes populaires peut être perçu comme « démagogique ». Leur simple évocation paraît suspecte. De la même manière, la critique des élites et des classes dominantes et supérieures sera évidemment perçue comme « populiste ». Nous assumons ce choix pour deux raisons. La première est que ces catégories, majoritaires, structurent encore la société. La seconde, plus fondamentale, est que l'évocation de leur réalité sociale et territoriale permet d'apprécier les effets concrets des choix économiques et sociétaux des classes dominantes. Dès lors, et s'il est entendu que le « peuple » n'a pas toujours raison face aux élites, l'évocation d'une France « vue d'en bas » permet au moins de rappeler son existence et de mieux comprendre la réalité sociale de l'Hexagone.

1. Yves Lacoste, *La Géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, La Découverte, 1976.

Tout au long de cet essai, nous essaierons de contourner les postures idéologiques en nous intéressant non à « ce qui disent les gens » mais plutôt à « ce qu'ils font ». L'analyse géographique permet ainsi d'éviter les postures idéologiques pour observer, par exemple, la réalité des pratiques d'évitement résidentiel ou scolaire. La description territoriale de ces dynamiques montre que loin de se résumer à une opposition idéologique entre « mondialistes libéraux » et « nationalistes » ou, pire, entre « racistes » et « non-racistes », la question du séparatisme traverse l'ensemble de la société. Ces pratiques attaquent la cohésion nationale mais elles ne signifient pas pour autant que la société française ait opéré un basculement « à l'américaine ». L'avenir ne se limite pas à un choix entre républicanisme et communautarisme, ni à celui du métissage ou de la guerre civile. En revanche, il est certain que la mise à l'écart prolongé des catégories populaires dans un système mondialisé ne pourra être gérable très longtemps.

Le premier objectif de ce livre est de démystifier la présentation caricaturale et officielle des rapports sociaux en France. La description des nouveaux conflits français passe par une remise en cause de la représentation « officielle » mais caricaturale de la société française : celle qui oppose les banlieues aux autres territoires, ou des minorités aux classes moyennes. Les représentations des banlieues, de la classe moyenne et des minorités sont celles qui légitimisent le plus le discours ambiant, celui des médias et de la classe dominante. Ces représentations ont ainsi imposé l'idée d'une société française divisée entre des exclus, essentiellement les minorités qui vivent en banlieue, et la classe moyenne. Les banlieues sont devenues les territoires de l'exclusion, tandis que la France pavillonnaire est censée illustrer le mythe de la classe

Extrait de la publication

moyenne. Ces représentations suggèrent aussi que nous sommes déjà entrés dans une société communautarisée où des banlieues ethnicisées feraient face à des territoires où se concentreraient les classes moyennes blanches.

Cette construction caricaturale permet, c'est l'objectif, d'occulter une question sociale centrale pour l'ensemble des couches populaires, qu'elles habitent en banlieue ou dans la France périurbaine et rurale. Au traditionnel conflit de classes s'est substituée toute une analyse sociétale qui oppose les minorités ethniques à une majorité supposée homogène socialement.

Les classes dominantes cherchent à imposer cette grille de lecture qui conduit à évacuer définitivement la question sociale. Ce basculement idéologique, qui aboutit à importer un modèle plus ou moins communautariste, passe par la promotion de la diversité et la racialisation des rapports sociaux. La mixité et le métissage sont ainsi présentés comme des objectifs prioritaires d'une société où le peuple serait intrinsèquement raciste. Dans ce contexte, le réel compte peu, notamment le fait que les catégories populaires restent viscéralement attachées aux principes d'égalité. La déconstruction des représentations erronées de la société française à laquelle nous allons nous livrer permet donc non seulement de replacer la question sociale au cœur du débat, mais aussi de lever le voile sur une entreprise idéologique.

L'autre enjeu de ce livre est de définir les contours d'une nouvelle géographie sociale. La disparition culturelle des couches populaires n'est pas sans rapport avec la relégation spatiale qu'elles subissent depuis vingt ans. De l'exode rural consécutif à la révolution industrielle à l'exode urbain d'aujourd'hui, le statut spatial des couches populaires apparaît comme une métaphore géographique de la place qu'elles occupent désormais dans l'espace

Extrait de la publication

politique et culturel. « Centrale » hier, celle-ci est désormais « périphérique ». Du cœur de la ville industrielle aux périphéries périurbaines et rurales des métropoles mondialisées, les couches populaires apparaissent comme les grandes perdantes de la lutte des places. La majorité des ouvriers, des employés ainsi que des ménages modestes vivent désormais sur des territoires périurbains, industriels et ruraux, à l'écart des lieux de pouvoirs économiques et culturels. C'est bien dans cette « France périphérique » qu'émerge la nouvelle sociologie de la France populaire, une sociologie qui se différencie de plus en plus de celle des grandes villes et qui trace de nouvelles lignes de fractures politiques.

La nouvelle géographie sociale permet de distinguer une « France métropolitaine », qui concentre près de 40 % de la population, et une « France périphérique » où se répartit près de 60 % de la population. Cette approche vise à s'affranchir des découpages territoriaux traditionnels, notamment entre les espaces urbains, périurbains et ruraux, qui ne disent rien des nouvelles fractures sociales et culturelles. La mise en lumière d'une « France périphérique », qui recouvre des territoires urbains, notamment de petites villes et de villes moyenne, périurbains les plus fragiles socialement, et ruraux, permet de souligner la place des nouvelles classes populaires à l'heure de la mondialisation.

À l'écart de la France métropolitaine, des catégories hier opposées, ouvriers, employés, chômeurs, jeunes et retraités issus de ces catégories, petits paysans partagent désormais une perception commune des effets de l'intégration à l'économie-monde et de son corollaire – la métropolisation.

Enfin, le livre a aussi pour objectif de décrire l'impact de la recomposition sociale et démographique des territoires sur la cohésion nationale.

Extrait de la publication

L'approche géographique permet d'aborder la question sensible du séparatisme en milieu populaire. Nous le verrons, ce séparatisme ne se confond pas avec le « white flight [1] » racialiste américain. En France, la dynamique séparatiste repose d'abord sur des réalités sociales, territoriales et démographiques. C'est en réalité l'instabilité démographique qui favorise ces dynamiques. Le rapport entre « minorité » et « majorité » ne cesse d'évoluer et contribue à une forme d'insécurité culturelle. Cette dernière sera d'autant plus durable que nous n'assistons pas à un processus de « substitution de population », mais à une recomposition démographique des territoires sur des bases sociales mais aussi culturelles.

L'enjeu des prochaines décennies sera de maintenir une cohésion nationale entre des territoires qui tendent à se différencier de plus en plus culturellement ainsi qu'à accompagner une forte instabilité sociale, démographique et culturelle. Loin des certitudes des classes dirigeantes, les couches populaires font pour l'instant face avec pragmatisme à cette instabilité. La question est désormais de savoir si ces évolutions font encore « société ».

1. Cette expression anglo-saxonne décrit le départ des populations blanches de territoires où les minorités ethniques sont surreprésentées.

Extrait de la publication

1

Un ghetto intellectuel et médiatique

Certaines thématiques structurent plus que d'autres le discours dominant. Depuis 1990, la banlieue, les minorités et la classe moyenne occupent ainsi l'essentiel du discours des prescripteurs d'opinions et, singulièrement, de la classe politique. À aucun moment, la question de la pertinence de ces représentations sociales et territoriales n'a été posée ; celles-ci traduisent pourtant une interprétation très idéologique des oppositions sociales. La remise en cause des représentations sociales de la société française n'est pas un exercice « technique », ni même un débat sociologique. Cette critique des représentations courantes permet d'interroger la pertinence des discours politiques, médiatiques et culturels, et d'identifier ainsi l'une des causes majeures de la fracture entre le peuple et ses élites.

La montée de l'abstention et du « populisme » est présentée comme un rejet du politique ou des partis. Elle est en réalité l'illustration d'un décalage croissant entre la réalité et les représentations qui influencent le discours des partis politiques. On comprend dans ce contexte que 67 % des Français ne fassent plus confiance ni à la gauche ni à la droite et que seulement une minorité d'entre eux arrive encore à se situer sur l'échelle gauche/droite [1].

1. Enquête du Cevipof-Sofres, « Baromètre de la confiance politique », janvier 2010.

Extrait de la publication

Comment se sentir impliqué par un débat politique essentiellement centré sur des représentations erronées de la société française ? La crise démocratique est d'abord celle d'une grille de lecture dépassée. La question des banlieues occupe une place de choix dans cette grille. Il s'agit certainement de la thématique la plus médiatisée et certainement la plus erronée. Elle s'articule avec celle des classes moyennes. Ces deux thèmes ne sont pourtant jamais mis en relation. La littérature consacrée aux deux sujets est abondante, mais ne montre pas comment ces questions se nourrissent l'une de l'autre. Pourtant, l'une n'existe pas sans l'autre.

Les quartiers sensibles se définissent ainsi comme des territoires désertés par les classes moyennes. L'image de ces « *no-middle-class-land* » s'est construite en creux, en comparaison d'une classe moyenne majoritaire et intégrée vivant sur d'autres territoires, notamment périurbains. Cette analyse caricaturale d'une société divisée entre les « exclus » et les « petits-bourgeois », entre les cités et les pavillons, a été confortée par l'émergence de la thématique des minorités. Les exclus, ceux qui se concentrent dans les quartiers sensibles, font partie des minorités visibles, les classes moyennes appartenant mécaniquement à la majorité invisible. L'opposition d'une France des ghettos ethnicisés à une France des pavillons permet de valider l'idée d'une société structurée par un apartheid urbain et ethnique. Peu importe que les banlieues ne soient pas les ghettos américains, que la France pavillonnaire ne soit plus celle de l'ascension sociale des classes moyennes, et, qu'au final, cette géographie sociale n'existe pas. Cette construction sociologique et urbaine est désormais gravée dans le marbre politique et médiatique : des territoires et des populations qui ne seront jamais des classes moyennes face à des territoires

Extrait de la publication

qui, au contraire, y sont fermement arrimés. Cette doxa « sociospatiale » n'est pas seulement une posture médiatique, elle a des conséquences idéologiques profondes. Elle permet, nous le verrons, d'accompagner en douceur l'intégration à la mondialisation libérale en rendant obsolète la question sociale et ainsi de remplacer peu à peu l'égalitarisme républicain par un « égalitarisme multiculturel », beaucoup moins exigeant socialement.

La déconstruction du discours sur la banlieue, les minorités et les classes moyennes vise à remettre en cause une représentation idéologique de la société française afin de discerner les véritables dynamiques à l'œuvre dans la société et sur les territoires. En effet, « la banlieue » n'existe pas. Il ne s'agit évidemment pas là de remettre en cause l'existence de territoires urbains où vit les trois quarts de la population urbaine. Il ne s'agit pas non plus de nier l'évidence d'une concentration des difficultés sur certains territoires où les taux de chômage et de pauvreté sont effectivement très élevés. Il s'agit, en revanche, de nous interroger sur la signification du surgissement dans le discours politique du « ghetto à la française ». Stigmatisée et victimisée, la « banlieue-ghetto » participe à la construction d'une représentation erronée de la société française. Hormis le fait qu'elle empêche de poser le véritable diagnostic des quartiers sensibles, elle masque l'importance des nouvelles dynamiques urbaines et sociales. La situation des banlieues est d'abord la conséquence de l'émergence d'une nouvelle géographie sociale insuffisamment prise en compte.

Leçon de géographie sociale

Ainsi, pour y voir plus clair, une petite leçon de géographie sociale s'impose. La transformation des villes, les

évolutions économiques, la démographie modèlent insensiblement le paysage social. La géographie sociale est aussi le fruit d'un héritage. Les représentations des territoires sont pour partie héritées de deux périodes : celle de la révolution industrielle et celle plus récente des Trente Glorieuses (1945-1975). La vision dix-neuvièmiste des territoires oppose les quartiers ouvriers et les régions industrielles aux quartiers bourgeois et aux régions tertiarisées. Née de la révolution industrielle, cette géographie structure encore socialement le territoire. Une autre est venue compléter ce dispositif, celle forgée durant les Trente Glorieuses. Cette géographie de la « moyennisation » est celle de la France pavillonnaire. Cette France périurbaine se confond avec la France des classes moyennes en voie d'ascension sociale.

Ces géographies sociales « héritées » s'effacent peu à peu dans les années 1980 pour laisser la place à une autre représentation sociale des territoires, celle des banlieues. Contrairement aux autres, cette géographie-là est d'abord une « géographie médiatique » : « vu à la télé », modelé au fil des ans par la puissance médiatique des images, le paysage des quartiers sensibles s'est imposé à l'ensemble des prescripteurs d'opinions avant même d'avoir fait l'objet d'une analyse sociale et scientifique sérieuse. L'étude des dynamiques sociales pèse en effet peu face aux images d'émeutiers armés de Villiers-le-Bel ou du quartier de la Villeneuve à Grenoble. Ainsi, et pour la première fois, ce ne sont plus les seuls acteurs sociaux qui modèlent et écrivent l'histoire sociale, mais les médias et plus largement les prescripteurs d'opinions. Le traitement médiatique de la question des banlieues n'aura pas seulement contribué à créer de nouvelles représentations sociologiques, il est aussi à l'origine d'une géographie sociale qui structure désormais les discours politiques.

Extrait de la publication

Il est ainsi frappant de constater la rapidité avec laquelle la géographie sociale traditionnelle s'est effacée. Les territoires de la France ouvrière, industrielle, l'histoire bicentenaire des quartiers populaires des grandes villes, sans parler de la France rurale… tout cela s'est évanoui peu à peu dans les années 1980-1990 au fur et à mesure qu'émergeait l'obsession des banlieues. Cette disparition n'est pas seulement la conséquence du passage de la société industrielle à la société postindustrielle, mais participe à un mouvement idéologique qui vise notamment à substituer la question sociale à des questions sociétales. Ce qui est vraiment en cause ici n'est pas le traitement de la crise des banlieues par les médias mais l'utilisation politique de ce traitement. Le « paysage médiatique » est devenu le « paysage social de référence » et le reflet de l'idéologie des élites. L'analyse de la genèse de cette représentation permet d'éclairer cette dimension idéologique.

Les urbanistes et sociologues ont l'habitude de faire démarrer la crise des banlieues et la politique de la ville en 1973. Les pouvoirs publics créent alors le premier groupe de réflexion sur les quartiers de grands ensembles de logements sociaux. Cette année de naissance est techniquement pertinente puisque l'attention portée aux grands ensembles va précéder les émeutes urbaines. Cet acte de naissance marque une volonté, dès les années 1980, de « techniciser » et d'« urbaniser » une question qui est d'abord démographique, culturelle et idéologique. La banlieue comme « objet politique et médiatique » est née en septembre 1979, précisément dans la banlieue lyonnaise, à Vaulx-en-Velin. Pour la première fois, des émeutes urbaines, que l'on croyait réservées aux pays anglo-saxons ou à ceux du tiers-monde, venaient frapper le territoire français. Pendant plusieurs jours, les

Extrait de la publication

Nº d'édition : L.01EHQN000677.N001
Dépôt légal : octobre 2013

Extrait de la publication